

Extract of Pour Info - FSU - En ligne

<http://pour-info.fsu.fr/Editorial-1941.html>

Editorial

- N°510 - Du 1er au 5 juillet - 2013 -

Publication date: jeudi 4 juillet 2013

Copyright © Pour Info - FSU - En ligne - Tous droits réservés

Réduire encore les dépenses publiques ou préparer mieux l'avenir ?

Alors que commence à l'assemblée nationale l'examen du projet de loi de finances, la FSU tient à réaffirmer la nécessité de sortir de la logique de réduction des dépenses publiques.

Ce ne sont pas les dépenses publiques qui sont responsables de la crise que subissent les salariés, les chômeurs, les jeunes et les retraités. Sa cause est d'abord la logique spéculative de la finance que les subprimes ont révélé. C'est une crise systémique du capitalisme financier et de la dérégulation.

Les services publics ont eux, au contraire, fait la preuve de leur rôle pour lutter contre les inégalités et maintenir la cohésion sociale. Ils ont permis de protéger l'accès aux droits de toutes et tous.

Sortir de la crise nécessite de répondre encore mieux aux besoins de la population. Il faut aussi préparer les nécessaires mutations. Les investissements dans les services publics et dans la Fonction publique sont indispensables. Il s'agit bien d'investissements d'avenir. Il s'agit bien aussi d'un projet et d'un choix de société.

Alors que nous devons réaliser la transition écologique, alors qu'il est urgent de lutter contre la fraude fiscale, alors que la sécurité sanitaire de la population est régulièrement remise en cause, alors que l'intérêt de notre pays nécessite le développement des actions culturelles et sportives... Comment le gouvernement peut-il envisager de supprimer encore des emplois et de diminuer les moyens de fonctionnement dans les ministères des finances, de l'environnement, de l'agriculture ou encore de la culture ?

Le gouvernement a reconnu le rôle que jouent les services publics dans le développement de notre pays lors de la conférence sociale. Il présentera prochainement un projet de loi pour conforter le statut de la Fonction publique. Il s'agit maintenant de passer aux actes en donnant à la Fonction publique les moyens de jouer son rôle.

Car ce discours risque d'être aujourd'hui contredit par les mesures d'austérité préconisées pour le budget 2014 qui est centré sur une réduction sans précédent de la dépense publique se traduisant notamment par une diminution nette du nombre d'emplois publics et la poursuite de l'austérité salariale.

La modernisation de l'action publique doit rompre avec la RGPP. Des emplois doivent être créés dans tous les secteurs où cela est nécessaire. Il faut en finir avec le gel des salaires et revaloriser les carrières, ce qui permettraient une relance de la consommation, facteur de développement économique... voilà les mesures urgentes qu'attendent les agents de la Fonction publique, qui conforteraient réellement la Fonction publique.

Dans ce contexte, les préconisations de la Cour des comptes font seulement figure d'une provocation inacceptable.

Pour mener des politiques publiques ambitieuses, le gouvernement et le parlement doivent maintenant choisir. Ils doivent sortir de cette logique des politiques d'austérité économiquement inefficace et socialement dévastatrices conduisant à toutes les formes de repli. C'est indispensable pour répondre aux enjeux du 21ème siècle.

Dans le cadre de l'intersyndicale de la Fonction publique, la FSU mettra tout en oeuvre pour refuser ces politiques

d'austérité et conforter réellement la Fonction publique.

Communiqué de presse FSU du 2 juillet 2013